



**COPIE**

## **PREFET DE LA HAUTE-VIENNE**

Direction de la Légalité  
Bureau des Procédures Environnementales  
et de l'Utilité Publique

-----  
Arrêté – DL / BPEUP n° 2018 - 163

### **ARRETE DE PRESCRIPTIONS SPECIALES**

**concernant l'installation de stockage de fourrage soumise à déclaration  
au titre des installations classées pour la protection de l'environnement  
exploitée par l'E.A.R.L. QUESNEL  
au lieu-dit « Masvergnier » sur la commune de VAL D'ISSOIRE**

**Le Préfet de la Haute-Vienne  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

VU le code de l'environnement et notamment son livre V (parties législative et réglementaire) et plus particulièrement ses articles L. 512-8 et L. 512-12 ;

VU la colonne A de l'annexe de l'article R 511-9 du code de l'environnement, constituant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 30 septembre 2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux dépôts de papier et carton relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 1530 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection relevant des régimes de déclaration au titre des rubriques n° 2101, 2102, 2111 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU la preuve de dépôt n° A-8-IMSNON44W délivrée le 25 juillet 2018 à l'E.A.R.L. QUESNEL pour sa télédéclaration initiale d'une installation classée relevant du régime de la déclaration, concernant un stockage de fourrage, situé au lieu-dit « Masvergnier » au VAL D'ISSOIRE ;

VU les avis du Service départemental d'incendie et de secours du 05 septembre 2018 et du 12 octobre 2018 ;

CONSIDERANT que les prescriptions générales fixées par l'arrêté ministériel du 30 septembre 2008 ne sont applicables qu'aux dépôts de papier et carton relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 1530 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

CONSIDERANT que les prescriptions générales fixées par l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 ne sont applicables qu'aux stockages de paille et de fourrage couverts et non couverts, constituant des annexes d'élevage d'installations déjà classées au titre des rubriques d'élevage n° 2101, 2102, 2111 ;

CONSIDERANT l'absence de prescriptions générales applicables aux stockages de paille et de fourrage couverts et non couverts, dont le volume atteint le seuil de classement de la rubrique n° 1530 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, dès lors que ces stockages ne sont pas des annexes d'installations classées au titre d'une activité d'élevage ;

CONSIDERANT que, conformément aux dispositions de l'article L. 512-12 du code de l'environnement, lorsque les intérêts visés à l'article L. 511-1 de ce même code ne sont pas garantis par l'exécution de prescriptions générales contre les inconvénients inhérents à l'exploitation d'une installation soumise à déclaration, le préfet, éventuellement à la demande des tiers intéressés et après avis de la commission consultative compétente, peut imposer par arrêté toutes prescriptions spéciales nécessaires ;

CONSIDERANT le rapport en date du 02 octobre 2018, de la Direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations, service chargé de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

CONSIDERANT l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques exprimé dans sa séance du 23 octobre 2018 ;

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies dans le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

CONSIDERANT que le projet d'arrêté a été transmis au pétitionnaire conformément à la loi ;

CONSIDERANT l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans le courrier précité ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Vienne ;

## **ARRETE**

### **Article 1<sup>er</sup> - Objet :**

Les prescriptions applicables à l'installation de stockage de fourrage d'un volume de 3 040 m<sup>3</sup> pour le nourrissage des ovins, implantée au lieu-dit « Masvergnier » sur la commune du VAL D'ISSOIRE, et exploitée par l'E.A.R.L. QUESNEL demeurant au lieu-dit « Masvergnier » 87330 VAL D'ISSOIRE, sont fixées par les dispositions des articles 2, 3, 4, 5 et 6 du présent arrêté.

### **Article 2 - Dispositions générales :**

#### **2-1 – Conformité de l'installation à la déclaration**

L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la déclaration, sous réserve des prescriptions ci-dessous.

## 2-2 – Modifications

Toute modification apportée par le déclarant à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale est portée, avant sa réalisation et dans les conditions prévues à l'article R. 512-54 du code de l'environnement, à la connaissance du préfet, qui peut exiger une nouvelle déclaration.

## 2-3 – Contenu de la déclaration

La déclaration initiale, établie dans les conditions prévues à l'article R. 512-47 du code de l'environnement, précise les mesures prises relatives aux conditions d'utilisation, d'épuration, évacuation, émanations de toutes natures et d'élimination des déchets et résidus en vue de respecter les dispositions du présent arrêté.

## 2-4 – Dossier installation classée

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de déclaration ;
- les plans tenus à jour ;
- la preuve de dépôt ;
- les arrêtés préfectoraux relatifs à l'installation concernée, pris en application de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement, ;
- les documents prévus au titre des points suivants du présent arrêté.

Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

## 2-5 – Déclaration d'accident ou de pollution accidentelle

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

## 2-6 – Changement d'exploitant

Lorsque l'installation change d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant en fait la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation, dans les conditions prévues à l'article R. 512-68 du code de l'environnement. Cette déclaration mentionne, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms et domicile du nouvel exploitant, et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège ainsi que la qualité du signataire de la déclaration.

## 2-7 – Cessation d'activité

Lorsque l'installation cesse son activité, l'exploitant en informe le préfet au moins un mois avant l'arrêt définitif dans les conditions prévues à l'article R. 512-66-1 du code de l'environnement. La notification de l'exploitant indique notamment les mesures de remise en état prévues ou réalisées. De plus, l'exploitant informe par écrit le propriétaire du terrain sur lequel est sise l'installation ainsi que le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme.

### **Article 3 – Implantation – Aménagement :**

#### **3-1 – Règles d’implantation**

L’installation est implantée à une distance minimale de 100 mètres des habitations ou locaux habituellement occupés par des tiers, les stades ou des terrains de camping agréés (à l’exception des terrains de camping à la ferme) ainsi que des zones destinées à l’habitation par des documents d’urbanisme opposables aux tiers.

Cette distance peut être réduite, sur demande de l’exploitant, jusqu’à 15 mètres ; toute disposition est alors prise pour prévenir le risque incendie.

#### **3-2 – Intégration dans le paysage**

L’exploitant prend les dispositions nécessaires pour permettre d’intégrer les installations de stockage dans le paysage. L’ensemble du site doit être maintenu en bon état de propreté (peinture, plantations, engazonnement...).

#### **3-3 – Accessibilité**

L’installation dispose en permanence d’un accès pour permettre l’intervention des services d’incendie et de secours.

### **Article 4 - Moyens de lutte contre l’incendie :**

#### **4-1 – Équipement**

##### **a. Défense incendie**

L’exploitant devra assurer la défense extérieure contre l’incendie de telle sorte que les sapeurs-pompiers puissent disposer durant 1 heure d’un débit d’extinction de 30 m<sup>3</sup>/heure, soit un volume total de 30 m<sup>3</sup> d’eau, ou une réserve d’eau souple de 30 m<sup>3</sup> située au maximum à 600 mètres.

Cette prescription pourra être réalisée par la création d’une réserve souple d’eau d’un volume de 273 m<sup>3</sup>.

L’implantation de la réserve souple ou de l’hydrant devra faire l’objet d’une déclaration au Service Départemental d’Incendie et de Secours de la Haute-Vienne.

L’exploitant devra afficher sur chaque bâtiment des consignes d’incendie comportant :

- le numéro de téléphone d’appel d’urgent du centre de traitement d’alerte des sapeurs-pompiers (18),
- l’accueil et le guidage des secours ;
- les mesures à prendre en vue d’assurer la sauvegarde du personnel et du public en cas d’incendie conformément au Code du Travail – article R.4216-30.

#### **4-2 – Installations photovoltaïques**

L’ensemble de l’installation photovoltaïque est conçu selon les préconisations du guide UTE C15-712 et UTE C15-721 1, en matière de sécurité incendie.

L’ensemble de l’installation est conçu en matière de sécurité selon les préconisations du guide pratique réalisé par l’Agence de l’Environnement et de la Maîtrise de l’Énergie (ADEME) avec le syndicat des Énergies Renouvelables (SER) baptisé « Spécifications techniques relatives à la protection des personnes et des biens dans les installations photovoltaïques raccordées au réseau » (1<sup>er</sup> décembre 2008).

Toutes les dispositions sont prises pour éviter aux intervenants des services de secours tout risque de choc électrique au contact d’un conducteur actif de courant continu sous tension. Cet objectif peut notamment être atteint par la disposition suivante :

- un système de coupure d'urgence de la liaison DC est mis en place, positionné au plus près de la chaîne photovoltaïque, piloté à distance depuis une commande. Ces commandes sont ensuite regroupées dans des points, identifiées et facilement accessibles sur le parc photovoltaïque.

#### 4-3 – Affichage des consignes

Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment :

- le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ;
- le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ;
- le numéro d'appel du SAMU : 15 ;
- le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112

ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation.

#### **Article 5 - Modalités d'applications :**

Le présent arrêté ne préjuge en rien des autorisations qui pourraient être nécessaires en vertu d'autres réglementations pour l'implantation et le fonctionnement de l'installation.

#### **Article 6 - Sanctions**

Faute par l'exploitant de se conformer aux textes réglementaires en vigueur et aux prescriptions précédemment édictées, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par le code de l'environnement.

#### **Article 7 – Publicité :**

Conformément aux dispositions des articles R. 512-49 et R. 512-53 du code de l'environnement, le présent arrêté sera mis à disposition sur le site internet de la préfecture pour une durée minimale de trois ans et une copie sera adressée au maire de la commune du VAL D'ISSOIRE.

#### **Article 8 – Recours :**

Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif « 1, cours Vergniaud, 87000 LIMOGES », dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code, dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision.

La présente décision peut également faire l'objet, dans un délai de deux mois, d'un recours gracieux adressé au Préfet de la Haute-Vienne, ou hiérarchique adressé au Ministre chargé des installations classées pour la protection de l'environnement. Ce recours prolonge de deux mois les délais précédemment mentionnés.

**Article 9 – Diffusion – Exécution :**

Le secrétaire général de la Préfecture de la Haute-Vienne et le directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations, inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de veiller à l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à l'exploitant, et dont copie sera adressée :

- au Maire de VAL D'ISSOIRE,
- au Sous-Préfet de BELLAC et de ROCHECHOUART,
- au Directeur Départemental des Territoires (service de l'urbanisme),
- au Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours.

Limoges, le 14 NOV. 2018

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général



Jérôme DECOURS